



TRAVAUX RELATIFS A L'AMENAGEMENT DES BUREAUX DANS L'ESPACE SUAPS ET LOGISTIQUE – SITE VAUBAN – BATIMENT C DE NIMES UNIVERSITE

5 rue du Docteur Georges Salan
CS 13019 – 30021 NIMES
Parcelle 000DT0126 (29 414.80 m²)

MAITRE D'OUVRAGE

Nîmes Université – Site de VAUBAN

5, Rue du Docteur Georges Salan – CS 13019 – 30021 NIMES
Interlocuteur referent: Isabelle GITTO / isabelle.gitto@unimes.fr



ARCHITECTES

ODA / SARL OSTROWSKI DEMUYTER ARCHITECTES

Alexandre OSTROWSKI + Jean-Yves DEMUYTER

1, rue Général Perrier - 30000 NIMES
Ordre des Architectes Occitanie S18456
Mél. agence@odarchi.fr
Tél. 06.26.25.66.42 (Alexandre) / 06.23.61.52.84 (Jean-Yves)



BUREAU DE CONTROLE

ALPES CONTROLES

Immeuble Ellipsis – 125 Rue de l'Hostellerie
30900 NIMES
Contact / Cynthia DENIS
Tél. 06.75.83.79.85

CSPS

ALPES CONTROLES

Immeuble Ellipsis – 125 Rue de l'Hostellerie
30900 NIMES
Contact / Thomas PAGNON
Tél. 06.48.01.40.60

IND	DATE	NATURE DE LA MODIFICATION	ORIGINE	VISA
0	29/04/25	Première diffusion	ODA / AO	ODA / AO
A	20/08/25	Compléments demandés par le Bureau de Contrôle	ODA / AO	ODA / AO
B				
C				

CCTP 00

GENERALITES COMMUNES A TOUS LES LOTS

OPERATION	EMETTEUR	PHASE	TYPE	ZONE	INDICE	FORMAT	ECHELLE
SUAPS	ODA	PRO	CTP	00	A	A4	-

SOMMAIRE

1. GENERALITES	4
1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION	4
1.2. LISTE DES INTERVENANTS	4
1.3. LISTE DES LOTS.....	5
1.4. CONTRAINTES CLIMATIQUES VENT ET NEIGE.....	5
1.5. CONTRAINTES SISMIQUES	5
1.6. EXIGENCES ACOUSTIQUES	5
1.7. EXIGENCES THERMIQUES	6
2. PRESCRIPTIONS GENERALES	7
2.1. PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES	7
2.2. CONNAISSANCE DU DOSSIER	7
2.3. REGLEMENTS - HYPOTHESES - CALCULS	8
2.4. ETABLISSEMENT DE PLANS D'EXECUTIONS	9
2.5. OUVRAGES NON DECRITS EXPLICITEMENT.....	10
2.6. PHASAGE ET DEROULEMENT DU CHANTIER	10
2.7. DELAI DE REALISATION DES TRAVAUX	11
2.8. SUJETIONS LIEES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER.....	11
2.9. PROPRETE ET GESTION DU CHANTIER	12
2.10. RELATIONS AVEC SERVICES OFFICIELS OU CONCESSIONNAIRES	14
2.11. DISPOSITIONS POUR LA SECURITE ET PROTECTION DES PERSONNES.....	15
2.12. DISPOSITIONS VIS-A-VIS DE LA SECURITE INCENDIE.....	15
2.13. MATERIAUX OU SYSTEMES DE FABRICATION COURANTE.....	16
2.14. MATERIAUX OU SYSTEMES ISSUS DE PROCEDES NON HABITUELS.....	16
2.15. COMPATIBILITE DES PRODUITS EMPLOYES	16
2.16. ECHANTILLONS	16
2.17. PROTOTYPES	17
2.18. DOCUMENTS A FOURNIR - PROCES VERBAUX	18
2.19. ANALYSES ET ESSAIS	18
2.20. CONTROLES ET RECEPTION DES OUVRAGES	19
3. PRESCRIPTIONS DE CHANTIER	21
3.1. PIQUETAGE SPECIAL POUR OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES.....	21
3.2. BRANCHEMENTS DIVERS DE CHANTIER	21
3.3. RESEAU D'ASSAINISSEMENT.....	22
3.4. ACCES AU CHANTIER	22
3.5. PLATEFORME ET VOIES D'ACCES	22
3.6. PANNEAU DE CHANTIER	22
3.7. REMISE EN ETAT DES OUVRAGES DE VRD EXISTANTS	23
3.8. TRAITS DE NIVEAU.....	23
3.9. ECHAFAUDAGES.....	23
3.10. MOYENS DE LEVAGE	23
3.11. PROTECTIONS DIVERSES	24
3.12. BUREAUX ET BARAQUEMENTS DE CHANTIER.....	24
3.13. CLOTURE PROVISOIRE DU CHANTIER	25
3.14. FERMETURES PROVISOIRES DU CHANTIER ET DU BATIMENT.....	25
3.15. DISPOSITIFS COMMUNS DE SECURITE	25
3.16. ORGANIGRAMME ET CONSERVATION DES CLES	26

3.17.	BRUITS DE CHANTIER	26
3.18.	CHAUFFAGE PROVISoire DE CHANTIER	26
3.19.	APPROVISIONNEMENT ET STOCKAGE DES MATERIAUX.....	27
3.20.	NETTOYAGE EN COURS ET EN FIN DE CHANTIER.....	27
3.21.	GESTION ET TRI DES DECHETS	28
4.	COORDINATION ENTRE LES CORPS D'ETAT.....	29
4.1.	RECEPTION DES SUPPORTS ET TRAVAUX PREPARATOIRES.....	29
4.2.	RESERVATION, TREMIES, FEUILLURES, DEFONCES, PERCEMENTS	29
4.3.	GESTION DU COMPTE PRORATA.....	31
4.4.	DEPENSES D'INTERET COMMUN	31
4.5.	DECLARATION D'INTENTION DE TRAVAUX	31

1. GENERALITES

1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION

Le présent CCTP ainsi que l'ensemble des autres pièces graphiques et pièces écrites constitutives de ce dossier ont pour objet de définir **les travaux relatifs à l'aménagement des bureaux dans l'espace SUAPS et LOGISTIQUE – Site Vauban – Bâtiment C de Nîmes Université**. Le projet consiste notamment en :

- La dépose des équipements présents.
- La création de plancher pour diviser la hauteur en deux niveaux.
- La pose d'un doublage technique et acoustique.
- La reprise des réseaux électriques.
- L'aménagement des salles.
- La mise en œuvre de menuiseries coupe-feu.

1.2. LISTE DES INTERVENANTS

MAITRE D'OUVRAGE :

Nîmes Université – Site de VAUBAN

5, rue du Docteur Georges Salan – CS 13019 – 30021 NIMES

Mél. Isabelle.gitto@unimes.fr

Tél. 04.66.36.46.18

ARCHITECTES / OPC

ODA / SARL OSTROWSKI DEMUYTER ARCHITECTES

Alexandre OSTROWSKI + Jean-Yves DEMUYTER

1, rue Général Perrier - 30000 NIMES

Mél. agence@odarchi.fr

Tél. 06.26.25.66.42 (Alexandre) / 06.23.61.52.84 (Jean-Yves)

BUREAU DE CONTROLE

ALPES CONTROLES

Immeuble Ellipsis – 125 Rue de l'Hostellerie

30900 NIMES

Contact / Cynthia DENIS - cynthia@alpes-controles.fr

Tél. 06.75.83.79.85

CSPS

ALPES CONTROLES

Immeuble Ellipsis – 125 Rue de l'Hostellerie

30900 NIMES

Contact / Thomas PAGNON - tpagnon@alpes-controles.fr

Tél. 06.48.01.40.60

1.3. LISTE DES LOTS

- 01 – DEMOLITION / GROS-ŒUVRE
- 02 - CLOISONS / DOUBLAGES / FAUX-PLAFONDS
- 03 – MENUISERIES EXTERIEURES
- 04 - REVETEMENTS DE SOLS PARQUET
- 05 – PLOMBERIE / CVC
- 06 - ELECTRICITE CFO / CFA

1.4. CONTRAINTES CLIMATIQUES VENT ET NEIGE

Les effets de la **neige** sont pris en compte en application de la norme NF EN 1991-1-3 d'avril 2004 et de l'Eurocode 1 : Actions sur les structure - Partie 1-3 : actions générales - charges de neige.

- Région de neige 2007 : B2.
- Charges de neige NF EN 1991-1-3/NA : $S_k = 55 \text{ daN/m}^2$ - $S_{Ad} = 135 \text{ daN/m}^2$ (exceptionnelle).
- Charges de neige N 84 : $S_0 = 55 \text{ daN/m}^2$ - $S_0A = 135 \text{ daN/m}^2$.
- Charges de neige NV 65 : $P_N = 45 \text{ daN/m}^2$ (normale) - $P'N = 75 \text{ daN/m}^2$ (extrême).

Les effets du **vent** sont pris en compte en application de la norme NF EN 1991-1-4 de novembre 2005 et de l'Eurocode 1 : Actions sur les structures - Partie 1-4 : actions générales - actions du vent.

- Altitude moyenne : 70m NGF.
- Distance à la mer : 40,00 km.
- Région de vent 2008 : Région 3 situation normale.
- Vitesse de base du vent : $V_{b,0} = 26 \text{ m/s}$.
- Coefficient de direction : 1 (50° - 250° : 0,85).
- Coefficient de saison : 1 (Avril-Septembre : 0,9).
- Pressions dynamiques de base : $75,0 \text{ daN/m}^2$ (normale) - $131,0 \text{ daN/m}^2$.
- Coefficient de site : 1,25 (exposé) - 1,00 (normal) - 0,80 (protégé).

1.5. CONTRAINTES SISMQUES

Suivant la norme NF EN 1998 (Eurocode 8), les paramètres sismiques du site sont les suivants :

- Zone de sismicité : 2-Faible.
- Catégorie d'importance du bâtiment : III (ERP).
- Coefficient d'importante : 1,20.

1.6. EXIGENCES ACOUSTIQUES

Elles seront conformes à la réglementation en vigueur.

Les entrepreneurs doivent signaler et remédier à toute erreur ou omission pouvant conduire au non-respect d'un texte réglementaire ou des objectifs spécifiés dans le cahier des charges.

Les entrepreneurs devront réaliser les essais décrits au CCTP en laboratoires et fournir à la Maîtrise d'œuvre les procès-verbaux d'essais acoustiques en laboratoire de tous les produits et systèmes installés sur le chantier, ainsi que toutes les notes de calculs et études d'exécution nécessaires.

Avant les opérations de réception des ouvrages, Les entrepreneurs devront s'assurer que les mesures acoustiques de réception peuvent être réalisées correctement, et de façon exhaustive (finitions,

joints de portes, équilibrage des réseaux, ...). A défaut de cet autocontrôle, l'entreprise aura à supporter les frais inhérents à la réalisation d'essais et contrôles supplémentaires des performances acoustiques.

1.7. EXIGENCES THERMIQUES

Elles seront conformes à la réglementation en vigueur et aux prescriptions des CCTP. Dans tous les cas, la mise en œuvre des ouvrages doit respecter la continuité de l'étanchéité à l'air et les exigences des pièces écrites en la matière.

Le présent projet est soumis à la réglementation thermique RT par éléments. L'entrepreneur devra la mise en place de tous les équipements permettant d'être conforme à la réglementation en vigueur.

2. PRESCRIPTIONS GENERALES

2.1. PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES

Les entrepreneurs se référeront pour tous les ouvrages cités au présent CCTP Commun, aux règlements de construction, ainsi qu'aux Normes françaises et Européennes en vigueur. Ils prendront en compte les prescriptions du Règlement Sanitaire Départemental et, d'une façon générale, toutes prescriptions particulières applicables, notamment celles des sociétés concessionnaires pour les raccordements aux réseaux (eau, électricité, téléphone, égouts) et celles des services publics (Télécom, ordures ménagères, etc).

D'une façon générale, tous les matériaux concernés par les présentes prescriptions devront être présentés par les entrepreneurs avec tous les échantillons, procès-verbaux, documentations et justifications nécessaires. En cas d'insuffisance de renseignements, le Maître d'œuvre pourra demander à l'entrepreneur concerné, et à la charge de celui-ci, tous essais ou calculs par un laboratoire ou spécialiste agréé. Toutes les réceptions comprendront des essais de contrôle destinés à vérifier la qualité des matériaux et matériels utilisés, et de leur mise en œuvre. Les frais relatifs à ces essais sont à la charge de l'entrepreneur concerné.

2.2. CONNAISSANCE DU DOSSIER

L'entrepreneur devra prévoir tous les travaux indispensables au parfait achèvement des ouvrages de son corps d'état, même il n'en était pas fait mention dans les descriptions d'ouvrages.

Les travaux comprennent tous les appareillages, échafaudages, moyens de levage et de manutention, le stockage et l'amenée à pied d'œuvre du matériel ainsi que l'enlèvement des déchets et gravois et le nettoyage intégral des ouvrages posés et des autres ouvrages salis.

L'entrepreneur reconnaît, à cet effet, s'être rendu compte exactement des travaux à exécuter, de leur importance et de leur nature. Il reconnaît avoir suppléé par ses connaissances professionnelles aux détails qui auraient pu être omis au devis descriptif ou sur les plans. En conséquence, l'entrepreneur devra signaler par écrit à la remise de son offre, toute omission, manque de concordance ou erreur qui aurait pu se glisser dans l'établissement des documents d'appel d'offres. Faute de quoi, il sera réputé avoir accepté les clauses du dossier et s'être engagé à fournir toutes les prestations de sa spécialité nécessaires au parfait achèvement de l'ouvrage.

Le présent lot est traité à prix global et forfaitaire. Ce prix forfaitaire doit être déterminé conformément aux plans Architectes et aux indications du présent document. Par le fait de soumissionner, chaque entrepreneur contracte l'obligation d'exécuter l'intégralité des travaux de sa profession, nécessaires pour le complet et parfait achèvement de la construction projetée, conformément aux règles de l'art, quand bien même il ne serait pas fait mention explicitement de certains d'entre eux au CCTP.

En cas de contradiction entre les différents documents techniques généraux et particuliers, les spécifications techniques du CCTP et de ses annexes prévalent sur les documents généraux si celles-ci sont plus contraignantes. Dans le cas où les stipulations du présent CCTP ne correspondraient pas à celles des plans, l'entrepreneur se devra d'envisager la solution préconisée par le Maître d'œuvre. De ce fait, il ne pourra réclamer aucun supplément en s'appuyant sur le fait que la désignation

mentionnée sur les plans d'une part, et sur le CCTP d'autre part, pourraient présenter d'inexact, d'incomplet ou de contradictoire.

De plus, l'entreprise ne saurait se prévaloir, à l'encontre de la responsabilité résultant du présent article, des renseignements qui pourraient être portés aux diverses pièces du dossier d'appel d'offres, lesquelles sont réputées n'être fournies qu'à titre indicatif. Elle sera tenue de les vérifier et de les compléter à ses frais par tous sondages nécessaires.

Enfin, il est précisé que l'entrepreneur ne pourra arguer d'un oubli de localisation du descriptif, pour prétendre à supplément sur le prix forfaitaire de son marché, si l'ouvrage concerné figure aux plans. L'entreprise s'engage à réaliser, dans le cadre du forfait de son marché, l'ensemble des travaux dans les respects des normes et règlements, Cahier des Charges et Règles de Calcul D.T.U. en vigueur au jour de signature des marchés.

L'entrepreneur prendra possession du site dans l'état où il se trouve et reconnaîtra l'avoir visité et s'être entouré de tous les renseignements le concernant et notamment l'importance des travaux, l'état et la largeur des voies d'accès. L'entrepreneur sera le seul responsable des dommages et contraventions de toutes natures qu'il pourrait encourir du fait de non observation des règlements locaux de la voirie. L'entrepreneur sera également responsable de tous les dommages causés aux tiers, soit aux bâtiments et habitations, en bordure, soit aux ouvrages publics.

Avant toute autre chose, l'entrepreneur suivra les ordres du Maître d'œuvre pour :

- Suivre exactement l'avancement de travaux définis par le planning.
- Revenir autant de fois que nécessaire sur chantier jusqu'à l'achèvement des travaux.
- Prendre toutes les précautions nécessaires vis à vis des propriétés voisines, pour ne leur causer aucun dégât.
- Contracter toutes les assurances utiles pour parer aux accidents causés de son fait aux propriétés mitoyennes et aux tiers.
- Assurer la tenue de ses ouvrages.

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des pièces administratives et techniques.

2.3. REGLEMENTS - HYPOTHESES - CALCULS

Les travaux de toutes natures du présent projet seront impérativement soumis, sauf dérogation formelle et précisée dans les CCTP, aux règlements suivants en vigueur à la date de remise des offres. En raison de leur nombre et de leur volume, la liste qui suit n'est évidemment pas exhaustive.

- Le C.C.T.G. : Cahier des Clauses Techniques Générales.
- Les textes législatifs et réglementaires.
- Les règlements de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public y compris tous les additifs et modificatifs.
- Les différents CODES : code de la construction et de l'habitation, code du travail, code de l'urbanisme, code de l'environnement, code de la santé publique, code des assurances.
- Les règles de calcul Eurocodes.
- Les documents techniques unifiés (DTU) : cahier des charges, cahiers des clauses techniques, mémentos, règles et méthodes de calcul.
- Les avis techniques, les documents techniques d'applications des produits retenus et les documents généraux d'avis techniques (CPT) associés
- Règles et recommandations professionnelles (Office de l'asphalte, APSAD, APSEL, SNFA, CSFE)
- Les normes AFNOR : Normes Françaises de l'Association de Normalisation homologuées par arrêté ministériel à la date de soumission.

- Les règles de calcul diverses : règles pour les actions de la neige et du vent.
- Le règlement sanitaire départemental.
- Les règles et dispositions destinées à rendre accessible aux personnes handicapées les installations ouvertes au public.
- La législation concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.
- Tous documents Nationaux et Municipaux d'ordre réglementaire ou administratif applicables.

NOTA - Les textes de base énoncés ci-avant ne présentent aucun caractère limitatif et ne constituent qu'un rappel des principaux documents applicables.

Ces documents et leurs additifs auquel il sera fait référence pour l'établissement de l'offre de l'entreprise sont ceux en vigueur le mois d'établissement des offres.

En tout état de cause, les matériaux ou techniques non normalisés mis en œuvre devront faire l'objet d'un avis technique ou d'une ATEX ou d'une enquête spécialisée et bénéficier de l'acceptation en garantie de la commission technique des assurances.

2.4. ETABLISSEMENT DE PLANS D'EXECUTIONS

La Maîtrise d'œuvre définit les principes fonctionnels des ouvrages.

La totalité des plans et des notes de calculs en phase EXE sont à la charge des entreprises.

Les entrepreneurs établissent à leurs frais tous les plans d'exécution de ses ouvrages, y compris les plans dits d'atelier et de chantier (façonnage et fabrication) avec les nomenclatures correspondantes, les plans de préfabrication, les notes de calculs, les détails et épures, les caractéristiques des matériels proposés, tous documents indispensables à la parfaite définition et exécution des ouvrages et à la mise en œuvre coordonnée de l'ensemble des ouvrages impliqués.

Ils dresseront ces documents de façon à ne pas retarder le déroulement des travaux et les soumettront à l'approbation du Maître d'œuvre et du Bureau de contrôle. Le Maître d'œuvre se réserve le droit de demander aux entreprises toutes les justifications complémentaires. Il se réserve également le droit de leur faire supporter toutes rectifications ou modifications sur le dossier d'exécution soumis à l'acceptation dans le cas de non-conformité au projet architectural. Les entrepreneurs ne pourront arguer de ces rectifications ou modifications pour motiver un retard dans l'exécution des ouvrages. Les entrepreneurs se conformeront aux rectifications que le Maître d'œuvre et le Bureau de contrôle jugeront utile d'apporter à ces dessins et en tenir compte dans l'exécution des ouvrages. La vérification des plans par le Maître d'œuvre et le Bureau de contrôle ne saurait en rien diminuer la responsabilité des entrepreneurs.

L'entrepreneur doit, dans le délai fixé par la maîtrise d'œuvre, établir tous les dessins d'atelier des ouvrages jugés utiles par cette dernière. Eventuellement, et sans qu'il puisse en résulter une augmentation du montant du marché des travaux, l'entreprise sera tenue d'apporter à ces documents les modifications que la maîtrise d'œuvre et le bureau de contrôle jugeront utiles d'apporter pour respecter les règlements et normes en vigueur ou simplement dans l'intérêt de la construction.

Ces dessins sont établis d'après le projet de la maîtrise d'œuvre qui en définit les principes clairement. Ils doivent respecter les dispositions et principes des plans et CCT en tous points. Ces plans et dessins sont cotés et établis à une échelle qui ne peut être inférieure à :

- 1/10^{ème} pour les vues en élévation,
- 1/1 ou 1/2 pour les détails.

Ces plans et dessins doivent faire apparaître tous les détails d'exécution et notamment :

- Les formes et profils des éléments constitutifs,
- Les détails d'assemblages et les types de fixation,
- Les détails des habillages et calfeutrements,
- Les renseignements particuliers concernant les ouvrages.

Ces plans et détails seront remis à la maîtrise d'œuvre pour approbation, après mise au point commune éventuelle, ces éléments serviront de base à l'exécution.

L'entreprise transmettra avant toute exécution un dossier complet pour chaque type d'ouvrages : des matériaux prévus à mettre en œuvre accompagné des procès-verbaux d'essai, de classement et d'avis techniques. Les travaux ne devront en aucune façon être commencés si l'entreprise n'a pas reçu l'agrément de la maîtrise d'œuvre sur le dossier présenté ainsi que l'agrément du contrôleur technique.

Préalablement à la réception, les entrepreneurs doivent remettre au Maître d'œuvre et au Maître d'ouvrage les plans techniques définitifs accompagnés des notices techniques d'utilisation, de conduite et d'entretien et la nomenclature des appareillages mis en œuvre dans les installations avec mention de leur marque, type, référence pour constituer le dossier d'archives et de maintenance de l'immeuble (nombre d'exemplaires suivant indications du CCAP) et les dossiers de DIUO. Ils devront avoir procédé à la formation du personnel pour la conduite des installations.

Le coordinateur SPS établit les DIUO à partir des documents qu'il a demandés dans ses notices des marchés. Les entrepreneurs devront également joindre à ces dossiers, les divers certificats de conformité technique et procès-verbaux d'essais relatifs aux matériaux, matériels et installations : résistance au feu, isolation acoustique, isolation thermique, normes NF, spécifications UTE, CONSUEL, COPREC, classements et labels, certificat attestant des qualités d'eau potable...

Les plans de recollement sont également dus par l'entreprise. Les plans fournis doivent indiquer les fils d'eau, altimétries, et toutes indications nécessaires à l'exploitation de ces plans.

2.5. OUVRAGES NON DECRITS EXPLICITEMENT

Le CCTP décrit l'essentiel des ouvrages dus par l'entrepreneur. Même s'il ne définit pas dans le détail les ouvrages tels que façon de baies, de seuils, d'appuis de tableaux, linteaux, feuillures, rejingots, supports, joints, habillages... Ces travaux sont compris dans le marché de l'entreprise, au même titre que les autres, ainsi que tous ceux nécessaires à la bonne finition des ouvrages.

La description des ouvrages s'appuie sur une solution technique répondant au programme et coordonnée entre les divers corps d'état. Il appartient en conséquence à l'entrepreneur qui modifierait certains points d'un corps d'état particulier, de prendre à sa charge les incidences éventuelles sur les autres corps d'état.

2.6. PHASAGE ET DEROULEMENT DU CHANTIER

Le chantier est à réaliser suivant le planning prévisionnel d'opération joint en annexe au dossier.

Les entreprises prendront en compte ces contraintes dans l'établissement de leur planning de travaux. Elles ne pourront invoquer une méconnaissance de ces dates butoirs en cas de litige.

Le projet de calendrier contractuel détaillé d'exécution des travaux sera établi par le Maître d'œuvre en phase de préparation de chantier, puis il sera notifié à l'ensemble des entreprises par le Maître d'œuvre après approbation du Maître d'Ouvrage.

2.7. DELAI DE REALISATION DES TRAVAUX

Il est rappelé aux entreprises l'impératif du strict respect du planning général. Les entreprises devront prendre toutes les dispositions pour le respect de son intervention. Elles devront anticiper toute action permettant un gain de temps ou évitant un dérapage.

Quelques points significatifs sont donnés à titre indicatif pour le respect des délais :

- Les entrepreneurs préciseront à la Maîtrise d'œuvre les dates limites des choix des matériaux en fonction des commandes de ces derniers et des délais des fournisseurs, ces dates devront s'inscrire à l'intérieur du planning enveloppe de la consultation et permettre de respecter les dates et jalons qui y sont indiqués.
- Les entrepreneurs prendront également les dispositions nécessaires auprès de ses fournisseurs pour pallier tout retard. L'argument du retard de fournisseurs ou de ruptures de stock ne sera en aucun cas retenu par la Maîtrise d'œuvre et les pénalités de retard seront immédiatement applicables suivant les dispositions du C.C.A.P.
- Les entrepreneurs prendront les délais nécessaires et suffisants lors de la réalisation de leurs plans de détails à faire valider par la Maîtrise d'œuvre afin de ne pas engendrer de retard.

2.8. SUJETIONS LIEES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

2.8.1. HORAIRES DE CHANTIER

Les horaires de travail pour le chantier sont de préférence compris entre 7h00 et 18h00 (ou autre horaire imposé par le Maître d'Ouvrage du fait des contraintes de voisinage ou de la réglementation locale) du lundi au vendredi, et devront le plus possible respecter la tranquillité du voisinage. Les travaux le samedi et le dimanche sont interdits.

Des interventions exceptionnelles pourront avoir lieu en dehors des jours et des horaires précités sous réserve d'un accord préalable de la Maîtrise d'œuvre et de la Maîtrise d'Ouvrage (qui devront être saisis de la demande au minimum 48 heures ouvrées avant l'intervention).

2.8.2. ACCES AU CHANTIER - APPROVISIONNEMENTS - LIVRAISONS

Un plan d'accès au chantier depuis la ou les entrées de ville sera déterminé avec la Maîtrise d'œuvre en phase de préparation du chantier. Ce plan devra être communiqué à tous les intervenants et il devra être scrupuleusement respecté.

2.8.3. CIRCULATION DES VEHICULES

A l'intérieur de l'emprise de chantier, la vitesse maximale à respecter est de 20 km/h. Les consignes de circulation suivantes seront respectées (cf. PGC) :

- Respecter les limitations de vitesse imposées : 20 km/h maximum.
- Respecter le code de la route.
- Respecter la signalisation, les priorités, les interdictions (passage, charges limites, etc.).
- Ne transporter personne en dehors des places prévues à cet effet.
- Circuler godet ou lame baissée (si l'engin en est muni). Ne pas circuler benne levée.
- Circuler feux de croisement allumés. Ne pas circuler au point mort.

2.8.4. HORAIRES DE LIVRAISONS

L'approvisionnement du chantier, ainsi que les évacuations de matériels ou de matériaux, seront réalisés, dans la mesure du possible, en début ou fin de journée.

2.8.5. **STATIONNEMENT**

Le terrain est facilement accessible sans gêner la circulation.

2.9. **PROPRETE ET GESTION DU CHANTIER**

Considérant que la propreté du chantier est le reflet de la qualité du travail de chaque entreprise, la Maitrise d'œuvre et la Maitrise d'Ouvrage ne toléreront aucun écart sur ce point.

2.9.1. **RAPPEL DES TEXTES REGLEMENTAIRES GENERAUX**

- Code du Travail : Articles L 230-1, L.230-2, L.231-1, R.232-3.1 et R 232-2.4
- Codes de l'Environnement, de l'Urbanisme, du Travail ;
- Code de la Santé publique : Articles L.1, L.2, L.48, L.49, L.772, R1334-14 à R1334-29- R1336-2 à 1336-5 Arrêté du 29 juin 1977 relatif à l'interdiction du flocage de revêtements à base d'amiante dans les locaux d'habitation
- Décret du 17/08/1977 modifié par décret du 27/03/1987, relatif aux mesures d'hygiène.
- Décret n° 77-974 du 19 août 1977 relatif à l'élimination des déchets
- Décret n° 78-394 du 20 mars 1978 modifié par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 relatif à l'emploi des fibres d'amiante pour le flocage des bâtiments
- Les règles de sécurité éditées par le Ministère du Travail.
- Règlement des transports des matières dangereuses.
- Règlement sanitaire départemental.
- Loi n° 75-633 du 15/07/1975 relative à l'élimination des déchets et récupération des matériaux,
- Décret du 19 août 1977 sur les déchets générateurs de nuisances,
- Arrêté du 4 janvier 1985 suivi des déchets,
- Loi n° 88-1261 du 30/12/1988 relative à l'élimination des déchets et récupération des matériaux,
- Circulaire du 28 décembre 1990 et Arrêtés préfectoraux sur Etude Déchets,
- Loi n° 92-646 du 13/07/1992 relative à l'élimination des déchets et récupération des matériaux, notion de déchets ultimes
- Décret du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballages industriels,
- Loi n° 95-101 du 2/02/1995 relative à l'élimination des déchets et récupération des matériaux
- Arrêté du 18 décembre 1992 relatif aux décharges de classe I

2.9.2. **ETAT DES LIEUX**

Chaque entreprise intervenant sur le chantier reconnaît prendre possession de celui-ci dans l'état qui lui permet d'accomplir intégralement sa tâche, suivant les règles de l'Art.

Il est prévu au lot **01 DEMOLITION / GROS-ŒUVRE** un constat d'huissier avant travaux, comprenant la description exhaustive des lieux y compris des désordres apparents, avec planches photographiques. Ce constat sera réalisé en présence du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage. Tous travaux de remise en état des ouvrages qui pourront être détériorés par les entreprises seront réalisés aux frais exclusifs de l'entreprise. Cette démarche devra être réitérée à la livraison de l'opération. Cet état des lieux ne remplacera nullement la réception des travaux considérés.

2.9.3. **MESURES CONSERVATOIRES**

L'Entrepreneur devra toutes les mesures nécessaires, et par tous les moyens, à la protection de tous les ouvrages conservés, des mitoyens, des biens et de l'intégrité des propriétés voisines et pendant la durée de son intervention.

2.9.4. PROTECTION DES TERRAINS

Tous les moyens devront être mis en œuvre pour éviter les risques de pollution accidentelle du terrain et des terrains avoisinants.

En conséquence les entrepreneurs devront prendre toutes les dispositions nécessaires afin de préserver les lieux. Ils devront veiller à mettre en œuvre toutes les protections et mesures nécessaires pour la réalisation des travaux, le stockage des matériaux et l'accès au chantier.

Toute remise en état due à une dégradation causée par l'un des entrepreneurs sera à la charge de l'entreprise responsable des dégradations.

2.9.5. SECURITE ET PROPRETE GENERALES DU CHANTIER

Un effort particulier sera demandé pour minimiser les nuisances induites par le chantier.

L'entrepreneur prendra toutes mesures de prévention nécessaires pour assurer la sécurité des personnes travaillant sur le chantier, le respect du règlement de l'université en matière de circulation et de propreté, les biens et l'intégrité des propriétés voisines. Il apportera une attention toute particulière à garder les voies publiques dans un parfait état de propreté.

Un nettoyage journalier des abords sera réalisé par l'entreprise.

En cas de disfonctionnement significatif après simple constatation du Maître d'Œuvre et/ou du Maître de l'Ouvrage, celui-ci commandera sans délai le nettoyage à une entreprise spécialisée en répartissant la charge aux entreprises qu'ils jugeront responsables. Les frais seront répartis selon la répartition mentionnée ci-dessus et retenus sur les situations de travaux, puisque payés par le Maître de l'Ouvrage.

Pendant la préparation de chantier et en corrélation avec la Maîtrise d'Œuvre, l'entreprise définira les accès, cheminements, aires de stockages, ainsi que les ouvrages de protections et de signalisations.

D'une manière générale, il sera interdit à l'entrepreneur de :

- Brûler des déchets sur le chantier (loi 61-942 du 2 août 1961 et 92-646 du 13 juillet 1992),
- Abandonner ou enfouir des déchets quels qu'ils soient, même « inertes », dans des zones non contrôlées administrativement comme par exemple des décharges « sauvages » ou le chantier, en centre de stockage de classe III des déchets non « inertes » (loi 92-646 du 13 juillet 1992),
- Laisser des déchets spéciaux sur le chantier.

2.9.6. MOYENS ET MATERIEL

L'entrepreneur a la responsabilité du choix des moyens employés ou proposés pour assurer l'obtention des résultats imposés. L'entrepreneur devra donc compléter par ses connaissances, les imprécisions ou omissions éventuelles des documents contenus dans le dossier de consultation. Il restera donc seul juge en dernier ressort des solutions à adopter pour répondre aux besoins exprimés, sous réserve des précautions à prendre en ce qui concerne la sécurité des tiers et la protection de l'environnement. En ce qui concerne les nuisances, la puissance des moteurs et appareils devra être étudiée de manière à limiter au maximum les bruits conformément à la législation en vigueur. Les matériels et appareils d'équipement doivent comporter une plaque signalétique fixée par le constructeur.

Tous les matériels doivent être livrés sur le chantier, neufs, exempts de toute altération et dans la présentation du fabricant. Toutes les protections nécessaires doivent être mises en œuvre au cours des travaux, pour assurer leur bon état de conservation.

Les caractéristiques des matériels ne doivent jamais être choisies par défaut.

2.9.7. NETTOYAGE

Durant toute son intervention, l'entreprise assurera le nettoyage du chantier et de ses abords. L'attention des entrepreneurs est attirée par l'application de l'Article 471 du Code Pénal relatif au nettoyage des chaussées souillées par les travaux. Le cas échéant, le service administratif compétent pourra effectuer lui-même les nettoyages nécessaires au compte de l'entreprise responsable. En cas de défaillance, la Maîtrise d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger tous les nettoyages et remises en ordre complémentaires qu'elle jugerait nécessaires, facturés au compte de l'entreprise défaillante, notamment l'évacuation des gravois stockés dans les fouilles, s'il y en avait ou le nettoyage des envois hors du périmètre de la zone à construire.

Pendant la durée du chantier, les nettoyages seront hebdomadaires, au plus tard, la veille du rendez-vous de chantier.

NB : Des pénalités pourront être appliquées conformément à l'article 7.3 du CCAP.

2.9.8. EVACUATION DES GRAVOIS

L'entreprise assurera l'enlèvement des gravois au fur et à mesure de l'avancement du chantier. Ces mêmes gravois pourront éventuellement être utilisés en remblai à condition qu'ils soient exempts de terre végétale ou argileuse, de plâtre, de matériaux métalliques ou ligneux.

2.10. RELATIONS AVEC SERVICES OFFICIELS OU CONCESSIONNAIRES

Les entrepreneurs doivent se mettre en rapport avec les services intéressés et en obtenir tous renseignements utiles pour l'exécution des travaux. Ils doivent se soumettre à toutes les vérifications et visites des agents de ces services ou organismes désignés par eux et fournir tous les documents et toutes les pièces justificatives demandées.

Les entrepreneurs doivent :

- Obtenir tous les accords nécessaires tant pour les installations faisant partie de la concession que pour les installations intérieures,
- Transmettre au Maître d'œuvre tous les renseignements qu'il a recueillis au cours de ces contacts et qui concernent, soit la construction, soit l'exécution des travaux qui ne sont pas à sa charge, soit l'exploitation des installations.
- Obtenir tous les certificats de conformité nécessaires et régler tous frais nécessités par les opérations de contrôle ou de vérifications,
- Signaler aux services intéressés et dans les délais réglementaires, les dates de commencement et de finition de chacune de ses interventions,

Les entrepreneurs doivent, au moment opportun et de leur propre chef, effectuer toutes les démarches nécessaires auprès des services compétents, afin d'obtenir en temps voulu la mise en service des installations conformément au planning contractuel. Ils doivent se procurer et remplir les formulaires nécessaires, les faire signer par le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage et les remettre aux services intéressés.

2.11. DISPOSITIONS POUR LA SECURITE ET PROTECTION DES PERSONNES

L'entreprise devra se conformer aux dispositions générales de l'Inspection du Travail. L'entreprise respectera les diverses réglementations relatives à la sécurité et à la protection de la santé, notamment le Code du Travail. Ces dispositions seront incluses dans les offres des entreprises et ne donneront lieu à aucune demande supplémentaire.

L'entrepreneur devra fournir son PPSPS au coordonnateur santé-sécurité dans les délais réglementaires. La mission de coordination a pour objectif le respect de la mise en œuvre des principes généraux de prévention durant la préparation du chantier, puis pendant le chantier.

2.11.1. EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELS (EPI)

L'entreprise devra fournir à ses compagnons les équipements de protection individuels à savoir, et de manière non limitative : casque de chantier, chaussures de sécurité, lunettes, casque anti bruit, genouillères, vêtement de travail suffisamment résistant, gants.

2.11.2. MATERIEL DE SECURITE

L'entreprise mettra en œuvre tous les moyens de protection lors de réalisation des ouvrages, et notamment : échafaudages, garde-corps, escabeaux mobiles, harnais de sécurité. La fourniture et la mise en œuvre des équipements de sécurité sont comprises dans les prix.

Il est rappelé que l'utilisation des échelles pour le travail en hauteur est strictement interdite.

2.11.3. SECURITE DES PERSONNES

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer dans tous les cas la protection contre les chutes du personnel amené à travailler ou à circuler à proximité du vide, conformément à la réglementation en vigueur.

Pendant les travaux, Les entrepreneurs devront prendre toutes les dispositions nécessaires afin de ne causer aucun dommage aux ouvrages environnants, construits ou en construction.

2.11.4. PROTECTION CONTRE LE BRUIT ET LA POUSSIERE

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les niveaux de bruits aériens restent dans les limites fixées par la réglementation et notamment dans les zones sensibles proches. Le contrôle des niveaux de bruits dans ces zones devra être permanent. L'entreprise prendra toutes les dispositions nécessaires pour éviter la génération de poussière trop importante, et en particulier mettra en place un arrosage systématique des déchets de chantier, pendant et après la démolition.

2.12. DISPOSITIONS VIS-A-VIS DE LA SECURITE INCENDIE

Les entrepreneurs doivent la fourniture et pose de tous équipements ou prestations nécessaires au respect des dispositions liées à la sécurité incendie. De même en phase chantier, toutes dispositions utiles seront prises afin d'éviter tout risque de sinistre. Pour tous les matériaux et produits concernés par la réglementation « sécurité incendie », l'entreprise devra assurer et garantir une mise en œuvre répondant strictement aux conditions et prescriptions stipulés dans le procès-verbal d'essai au feu du matériau ou produit concerné.

2.13. MATERIAUX OU SYSTEMES DE FABRICATION COURANTE

Indépendamment de leur conformité au regard des prescriptions des Documents Techniques Unifiés et normes susvisés, les matériaux, matériels, appareils et articles qui seront employés ou fournis pour la réalisation des travaux, seront toujours neufs et de la meilleure qualité dans le type indiqué. Ils seront mis en œuvre selon les plus strictes règles de l'art.

Dans le cas où des spécifications de qualités seraient indiquées dans le CCTP et le descriptif de chaque lot, il ne sera pas admis des qualités inférieures à celles prescrites.

Quand des marques sont indiquées dans les pièces du dossier, cela ne constitue qu'un moyen d'identification du matériel demandé. Les entrepreneurs peuvent proposer tout matériel ou matériau présentant des caractéristiques (techniques, fonctionnelles, esthétiques) identiques.

2.14. MATERIAUX OU SYSTEMES ISSUS DE PROCEDES NON HABITUELS

Sauf indication contraire dans le CCTP, les matériaux, matériels, appareils ou articles de fabrication spéciale, dont la marque ou la provenance est spécifiée dans ce document, devront être prévus par l'entreprise, tels qu'ils sont demandés.

Toutefois, lors de l'exécution des travaux, l'entreprise pourra proposer des matériaux, matériels, appareils ou articles similaires et au moins de qualité égale à ceux demandés. Si le remplacement par un matériel de qualité inférieure est accepté par le Maître de l'Ouvrage sur proposition du Maître d'œuvre, il sera fait sur le prix forfaitaire la diminution de la valeur des articles ou des matériaux proposés par rapport à la valeur de ceux prévus. Cette diminution fera l'objet d'un devis détaillé et argumenté proposé par l'entreprise. En aucun cas il ne sera fait d'augmentation sur le prix forfaitaire du marché, sauf si le remplacement du matériau ou du matériel provient d'une demande expresse du Maître d'Ouvrage.

Dans tous les cas, les matériaux, matériels, appareils ou articles de fabrication spéciale ou systèmes ou procédés non habituels devront avoir fait l'objet d'un avis technique formulé par un organisme agréé (CSTB ou autre).

2.15. COMPATIBILITE DES PRODUITS EMPLOYES

Les entrepreneurs devront proposer une gamme de produits (colle, joint) compatible avec la nature des supports sur lesquels ils sont mis en œuvre. D'une manière générale l'entrepreneur devra s'assurer de :

- La compatibilité des matériaux et matériels employés vis à vis de leur support.
- La compatibilité des équipements rapportés vis-à-vis des avis techniques et procès-verbaux d'essai des éléments supports (cas des équipements rapportés sur blocs portes).
- La compatibilité des équipements rapportés vis à vis des exigences environnementales, thermiques, acoustiques, de résistance au feu, de sécurité incendie, d'accessibilité handicapés vis à vis de leurs supports.

2.16. ECHANTILLONS

L'entrepreneur établi durant la période de préparation, en accord avec le Maître d'œuvre, la liste de tous les échantillons à présenter.

Une séance de travail réservée au choix ou à l'acceptation des échantillons, a lieu dans les 30 jours suivant la fin de la période de préparation du chantier. La fourniture des échantillons interviendra au plus tôt à l'issue de cette réunion (au maximum 1 mois après).

Tous les échantillons choisis et acceptés sont répertoriés et restent, jusqu'à la fin du chantier, dans le bureau de chantier. Ces échantillons restent la propriété de l'entreprise concernée qui les évacue en même temps qu'il est procédé au démontage du bureau de chantier.

Tous les matériaux, matériels et articles commandés avant l'acceptation des échantillons peuvent être refusés par le Maître d'œuvre.

Pendant la durée des travaux, le Maître d'œuvre peut être amené à demander des compléments d'échantillons ou à en substituer certains à ceux présentés pour parfaire la réalisation du projet, sans que l'entreprise puisse contester ces décisions pour autant qu'elles ne soient pas postérieures à leurs commandes aux fournisseurs.

Pour éviter les litiges, l'entreprise devra systématiquement envoyer pour information au Maître d'œuvre, une copie de leurs bons de commande à ses fournisseurs. Faute de s'acquitter de cette formalité, l'entreprise subira les conséquences des modifications de prestations qui pourraient intervenir ultérieurement.

2.17. PROTOTYPES

Le Maître d'œuvre peut exiger la présentation de prototypes pour certains ouvrages nécessitant une mise au point particulière, tant sur le plan technique que sur le plan esthétique. La fourniture de prototypes fait partie des prestations dues par l'entreprise concernée dans le cadre de son marché et ne peut donner lieu à aucune demande de supplément. Ces prototypes sont considérés comme des ouvrages à part entière, réalisés indépendamment du chantier dans l'aire d'installation de chantier. Toutefois, dans le cadre d'ouvrages spécifiques (tels que les menuiseries extérieures), le prototype pourra être réalisé dans l'emprise même du chantier.

Les prototypes devront permettre de répondre aux exigences suivantes :

- Une exigence technique : vérifier à la fois la mise en œuvre correcte des matériaux, leur assemblage et les interfaces entre les différents corps d'état.
- Une exigence en termes d'esthétique permettant de juger du rendu des matériaux, de matière, de volume, de finition... (liste non exhaustive).

Avant la réalisation, le soumissionnaire doit fournir et soumettre à l'agrément du maître d'œuvre :

- Des plans d'atelier y compris tous les détails nécessaires.
- Un échantillonnage complet des matériaux de finition composant le prototype.
- Un échantillonnage complet des couleurs de finition composant le prototype.

Avant la réalisation, l'entrepreneur devra organiser une réunion avec la Maîtrise d'œuvre au moins 7 jours avant le début des travaux du prototype concerné. La Maîtrise d'œuvre doit être informée au moins 7 jours à l'avance de la date de cette réunion et de la date de construction du prototype. Des modifications ou des améliorations pourront être demandées à l'entreprise sur les prototypes avant la validation finale.

Ces prototypes seront réalisés avant toute préparation ou montage en atelier et bien entendu avant toute mise en œuvre sur le site. La non-observation de cette exigence pourra entraîner le refus des matériaux et matériels fournis avec obligation de changer les éléments aux seuls frais de l'entreprise.

La définition exacte et les limites de ces prototypes seront à définir en phase préparation de chantier avec l'équipe de Maîtrise d'œuvre, leurs réalisations se fera au plus tôt (planning à définir en phase préparation de chantier).

Après examen des prototypes et des échantillons, et accord du Maître d'œuvre sur la réalisation de l'ouvrage, l'entrepreneur pourra commander en série les autres pièces choisies. Aucune commande

ou mise en fabrication ne pourra se faire avant d'avoir obtenu l'accord du Maître d'œuvre au vu des modèles et des échantillons.

Dans le cas contraire, ils seront relégués et remplacés par un élément conforme. Toutes les fournitures devront être strictement conformes au prototype et à ces échantillons.

Les prototypes seront conservés sur le site pendant toute la durée du chantier, ils ne pourront en aucun cas être démolis sans l'accord de la Maîtrise d'œuvre. La démolition et l'évacuation des prototypes est à la charge de l'entreprise concernée.

2.18. DOCUMENTS A FOURNIR - PROCES VERBAUX

Les entrepreneurs fourniront les PV d'essais, en cours de validité, de tous les matériaux, matériels et ouvrages pour lesquels un degré de résistance au feu ou de comportement de réaction au feu est exigé, soit par réglementations et normes de sécurité, soit par le CCTP ou éventuellement le rapport sécurité incendie établi par le bureau de contrôle. Les entrepreneurs fourniront également les PV d'essais, en cours de validité, de tous les matériaux et ouvrages pour lesquels des performances acoustiques sont requises, soit par réglementation, soit par le CCTP (inclus notamment l'isolement aux bruits d'impact et le coefficient d'absorption).

Ces PV d'essais seront réalisés conformément aux Normes Françaises en vigueur et seront fournis avant la réception des travaux.

Les entrepreneurs devront fournir au maître d'ouvrage après réception :

- Les plans de fabrication, les plans et détails d'exécution, ainsi que la localisation des ouvrages.
- Les marques, références, certificats des labels de qualité, et fiches techniques des différents produits et matériaux utilisés.
- Une notice d'entretien des différents matériaux,
- Les procès-verbaux d'essais, de classement et les avis techniques.
- L'ensemble des documents nécessaires à l'établissement des DOE et DIUO.

2.19. ANALYSES ET ESSAIS

Les entrepreneurs devront procéder (ou faire procéder par un laboratoire agréé) à tous les contrôles et essais contractuels prévus par la réglementation ainsi que tous ceux demandés dans les différents CCTP, ou demandés par la maîtrise d'œuvre ou par le contrôleur technique.

Ces contrôles et essais sont entièrement à la charge de l'entreprise. Les essais ne devront pas entraîner de perturbations dans le calendrier des travaux. Certains essais pourront se dérouler en cours de chantier. Ils feront l'objet de compte rendus écrits et détaillés qui seront soumis au maître d'œuvre avant réception des ouvrages. Les entrepreneurs tiendront également un journal d'inspections et d'essais comprenant les éléments suivants :

- Date de réalisation des essais ou des inspections effectués.
- Description des ouvrages testés ou inspectés.
- Résultat des tests ou des inspections avec date de transmission à la Maîtrise d'œuvre.
- Identification de l'organisme de contrôle ayant effectué les essais.

Ce journal sera laissé à disposition sur le site (dans bureau de chantier) et sera facilement accessible par la Maîtrise d'œuvre pendant les horaires de chantier. Les mises à jour seront transmises au fur et à mesure qu'elles surviennent à la Maîtrise d'œuvre.

A l'issue des essais, des prélèvements d'échantillons ou autres interventions similaires, l'entrepreneur responsable de l'essai doit la réparation et la restauration, à ses frais, des ouvrages éventuellement endommagés. Les travaux nécessaires à cette remise en état seront effectués conformément aux descriptions des CCTP concernés. La restauration sera à étendre aux zones adjacentes si nécessaire de manière à éliminer les traces de reprises. En cas de litige, il pourra être fait appel, par le Maître d'œuvre, pour des contre-essais en laboratoires, à des organismes spécialisés. En cas de résultat non favorable, l'entrepreneur supportera les frais de ces contrôles, si le résultat est favorable à l'Entrepreneur les frais de ces contrôles seront à la charge du Maître de l'ouvrage.

2.20. CONTROLES ET RECEPTION DES OUVRAGES

2.20.1. CONTROLES TECHNIQUES

Le mode d'exécution des travaux et les plans d'exécution établis par l'Entreprise sont soumis à l'accord préalable du contrôleur technique désigné par le Maître d'Ouvrage. Le contrôleur technique ayant un temps imparti pour viser tous documents, l'Entreprise veillera à prendre toutes les dispositions nécessaires afin de les transmettre au plus tôt.

En cours de travaux, l'Entrepreneur est tenu de se conformer aux prescriptions qui peuvent lui être formulées par le contrôleur technique et par la Maîtrise d'œuvre.

2.20.2. AUTOCONTROLES

Conformément aux obligations légales, l'entreprise effectuera les autocontrôles suivants :

- Exactitude des repères de référence.
- Conformité des ouvrages réalisés et directement liés à ceux qui doivent être posés.
- Position facilement repérable.

Toutes les opérations de contrôle mentionnées ci-dessus sont effectuées au fur et à mesure de l'avancement des autres corps d'état. En cas d'erreur relevée, celle-ci doit être signalée sans retard pour permettre les rectifications nécessaires dans les délais prévus au planning.

2.20.3. RECEPTION CONTRADICTOIRE

Les ouvrages exécutés donneront lieu à une réception qui sera subordonnée à un examen préalable des ouvrages. Si les vérifications sont satisfaisantes, la réception pourra être prononcée, sinon elle sera ajournée jusqu'à ce que l'entreprise ait apporté aux ouvrages les retouches indispensables.

Jusqu'à la réception, l'entrepreneur sera responsable des ouvrages qu'il a réalisés et il devra s'assurer auprès d'une compagnie d'assurances pour tous les risques ou désordres pouvant intervenir, en particulier l'incendie, dégâts des eaux, sinistres naturels. La réception comportera la réception contradictoire du parfait achèvement des travaux et de la conformité des matériaux.

Il n'y aura pas de réception de travaux échelonnée : la réception sera effectuée en fin de travaux pour l'ensemble des corps d'état.

2.20.4. GARANTIE PARFAIT ACHEVEMENT

L'entrepreneur est tenu pendant un délai de 1 an à compter de la réception de réparer tous les désordres signalés par le Maître de l'Ouvrage, soit au moyen de réserves mentionnées au procès-verbal de réception de travaux, soit par voie de notification écrite pour ceux relevés postérieurement à la réception. Les délais nécessaires à l'exécution des travaux sont fixés d'un commun accord par le Maître de l'Ouvrage et l'entrepreneur. En l'absence d'un tel accord ou en cas d'inexécution dans les délais fixés, les travaux peuvent après mise en demeure restée infructueuse, être exécutés aux

frais et risques de l'entrepreneur défaillant. La garantie ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usure normale ou de l'usage.

2.20.5. **GARANTIE DECENNALE**

L'entrepreneur est responsable de plein droit envers le Maître de l'Ouvrage des dommages qui compromettent la solidité de l'ouvrage ou qui l'affectent dans un de ses éléments constitutifs, le rendant impropre à sa destination.

Cette responsabilité s'étend également aux éléments d'équipement lorsque ceux-ci font corps indissociablement avec les ouvrages de viabilité de fondations, d'ossature de clos et de couvert. Un élément d'équipement est considéré comme formant indissociablement corps avec l'un des ouvrages mentionnés ci-dessus lorsque la dépose ou son remplacement ne peuvent s'effectuer sans détérioration ou enlèvement de matière de cet ouvrage.

2.20.6. **DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE)**

Indépendamment des documents qu'il est tenu de fournir avant ou pendant l'exécution des travaux, l'entrepreneur devra remettre au maître d'ouvrage à la livraison des ouvrages :

- Les notices de fonctionnement des ouvrages,
- Toutes les fiches techniques des produits ou matériaux employés,
- Les plans d'exécution d'ouvrages et de recollements ...

Chacun de ces documents devra être remis en 1 exemplaire papier + 1 CD-Rom ou clé USB (plans au format DWG 2010 et PDF, documentations techniques au format PDF).

Il est rappelé qu'il ne peut y avoir de DGD sans transmission préalable des DOE.

3. PRESCRIPTIONS DE CHANTIER

Les entrepreneurs soumettront leur méthode de travail aux personnes habilitées (maître d'œuvre) avant la réalisation des travaux. Elles suivront rigoureusement les observations et consignes de travail qui leurs auront été faites.

3.1. PIQUETAGE SPECIAL POUR OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES

Sans objet.

3.2. BRANCHEMENTS DIVERS DE CHANTIER

Sauf stipulations contraires mentionnées au CCAP, tous les branchements (eau, électricité, téléphone, eaux usées...) nécessaires à la bonne marche du chantier, et toutes les installations et équipements y afférents seront mis en place, à leurs frais, par les entrepreneurs ci-après mentionnés, pendant la période de préparation du chantier et selon le plan des installations.

3.2.1. EAU POTABLE

La réalisation des réseaux de distribution en eau potable du chantier est à la charge de l'entrepreneur titulaire du lot **01 DEMOLITION / GROS-ŒUVRE**, et comprend notamment :

- Branchements et comptages.
- Réseau de distribution à l'intérieur du bâtiment : points de puisage avec robinet à nez fileté et réceptacle. La distance maximale entre deux points de puisage ne peut excéder 40 m.
- Entretien de l'installation pendant tout le chantier (frais à charge du compte prorata).

Il est précisé que la consommation d'eau à l'usage du chantier sera à la charge du Maître d'Ouvrage.

3.2.2. ELECTRICITE

La réalisation des réseaux de distribution électrique du chantier est à la charge de l'entrepreneur titulaire du lot **06 ELECTRICITE CFO/CFA** et comprend :

- Branchement général avec compteur de chantier.
- Réseau de distribution jusqu'aux installations de chantier et jusqu'au bâtiment.
- Armoires secondaires de secteurs du chantier (aucun point du bâtiment ne doit être distant d'un coffret de plus de 25 m).
- Entretien de l'installation pendant tout le chantier (frais à la charge du compte prorata).
- Puissance nécessaire pour assurer les besoins des installations lourdes (grues, treuils, ...).

L'ensemble des installations électriques devra être réalisé par du personnel ayant les habilitations nécessaires. La vérification de ces installations électriques sera réalisée par une personne habilitée.

3.2.3. ECLAIRAGE

La réalisation de l'éclairage intérieur du chantier est à la charge du lot **06 ELECTRICITE CFO/CFA**, prestation comprenant notamment :

- Armoires secondaires d'électricités, coffrets de chantier et de secteurs réglementaires.
- Distribution par des lignes séparées à partir des attentes de chantier.
- Tableaux de prises en quantité suffisante (tous les 200m² environ), ces tableaux seront protégés.
- Entretien de l'installation pendant toute la durée du chantier.

3.2.4. ASSAINISSEMENT

Sans objet.

3.2.5. LOCATIONS ET CONSOMMATIONS

Les locations et consommations communes sont à charge du lot **01 DEMOLITION / GROS-ŒUVRE**. Le coût des consommations pour des installations lourdes non communes sont à la charge de l'entreprise concernée.

3.2.6. DIVERS

Les prestations décrites comprennent également la dépose, les déplacements et évolutions en cours de chantier. L'entrepreneur concerné se chargera de toutes les démarches auprès des services administratifs compétents. Il ne saurait être pris en compte des difficultés d'alimentation pour justifier d'un retard sur les délais. Toutes les installations sanitaires de chantier, conformes à la réglementation en vigueur, y compris leur raccordement au niveau d'assainissement, seront exécutées avec l'accord préalable des services publics.

L'entrepreneur devra la surveillance et la maintenance des installations électriques pendant toute la durée du chantier, aux frais du compte prorata.

3.3. RESEAU D'ASSAINISSEMENT

Sans objet.

3.4. ACCES AU CHANTIER

L'entreprise titulaire du lot **01 DEMOLITION / GROS-ŒUVRE** aura la charge d'aménager les accès au chantier depuis les voies publiques. La prestation comprend en particulier et si nécessaire :

- La protection des parties communes.
- L'entretien du matériel et le maintien en état de marche pendant toute la durée du chantier.
- L'accès se fait via un badge. **Ce badge sera fourni aux entreprises contre caution de 100.00€ TTC.**

3.5. PLATFORME ET VOIES D'ACCES

Sans objet. Il est précisé que le chantier concerné consiste en le réaménagement intérieur des locaux.

3.6. PANNEAU DE CHANTIER

Conformément à la réglementation sur la publicité de la Déclaration Préalable et aux exigences de la Direction Départementale du Travail et de L'Emploi, l'entrepreneur titulaire du lot **01 DEMOLITION / GROS-ŒUVRE** fournit et met en place pendant la période de préparation du chantier le ou les panneaux de chantier **suivant modèle établi par le Maître d'œuvre**.

Le panneau de chantier indiquera notamment :

- Informations légales (N° de DP et date d'obtention, surface construite),
- Nom de l'opération,
- Perspective en couleur du projet,
- Liste des intervenants (maitrise d'ouvrage, maitrise d'œuvre, bureaux d'études et entreprises),
- Une zone libre pour indiquer les coordonnées des sous-traitants. Prévoir la commande d'adhésifs pour ajouter les sous-traitants à l'avancement.

- Dimensions 119 x 84cm maximum.

Le Maître d'œuvre réalise une maquette du panneau, qui, après validation du Maître d'ouvrage, sera transmise à l'entreprise pour fabrication, montage, fixation au sol sur supports et ossatures calculés en fonction des dimensions.

Le lieu d'implantation du ou des panneaux sera déterminé en accord avec le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre. L'entreprise aura à sa charge la pose, l'entretien, le déplacement éventuel du (ou des) panneau(x) jusqu'à la livraison de l'ouvrage.

Repliement et évacuation en fin de travaux à la charge de l'entreprise titulaire du lot **01 DEMOLITION / GROS-ŒUVRE**.

3.7. REMISE EN ETAT DES OUVRAGES DE VRD EXISTANTS

En cas de dégradations des ouvrages de VRD du domaine public (en dehors de la parcelle du projet), dues aux travaux de construction, l'entreprise responsable devra faire procéder par une entreprise agréée, à ses frais et dans les plus brefs délais, aux réfections nécessaires.

3.8. TRAITS DE NIVEAU

Le trait de niveau sera tracé et entretenu par l'entrepreneur du lot **01 DEMOLITION / GROS-ŒUVRE**. Il sera reporté ou tracé à chaque étage autant de fois qu'il sera nécessaire et ce jusqu'à la fin du chantier, sans que l'entrepreneur puisse prétendre à une indemnité ou à l'incorporer au compte prorata. Si ce trait venait à être effacé prématurément, l'entrepreneur du lot **01 DEMOLITION / GROS-ŒUVRE**, le tracera de nouveau et ce, autant de fois que nécessaire, à ses frais. L'entrepreneur sera également responsable de tous tracés défectueux et en assumera les conséquences le cas échéant. L'entrepreneur veillera à ne pas tracer le trait de niveau avec un produit qui puisse apparaître au travers des revêtements des futurs murs.

Le trait de niveau sur les cloisons et doublages est à charge du lot **02 CLOISONS / DOUBLAGES / FAUX PLAFONDS**.

3.9. ECHAFAUDAGES

Chaque entreprise doit prévoir l'amenée, l'installation et le repli des échafaudages nécessaires à la réalisation de ses ouvrages. Toutefois, selon les conditions de réalisation de certains travaux, et sous réserve d'un accord entre toutes les entreprises utilisatrices, il pourra être prévu, dans le cadre des comptes interentreprises, la mise en place et l'utilisation d'échafaudages communs.

Ces éléments seront placés sur des supports stables, parfaitement calés. Tous les dispositifs de montage, fixation et protection devront être conformes aux normes de sécurité et instructions générales de l'Inspection Départementale de l'Emploi et du Travail.

Un chemin d'accès devra permettre le déplacement normal des ouvriers, des représentants du Maître de l'Ouvrage. Les platelages seront de largeur suffisante pour réaliser les travaux et les déplacements sans risque de perte d'équilibre.

3.10. MOYENS DE LEVAGE

Chaque entreprise doit prévoir dans son offre l'amenée et le repli du matériel, des engins de manutention et de levage de leurs ouvrages.

La mise en commun des moyens de levage est obligatoire. Un engin de levage mis en place pour la présente opération pourra être utilisé par une autre entreprise après établissement d'une convention passée entre les deux entreprises concernées.

Le fonctionnement de la grue, ou autres engins de levage, sera assuré par le conducteur habituel et sous la responsabilité de l'entreprise l'ayant mis en place.

En cas d'impossibilité - et seulement dans ce cas - d'utiliser les moyens de levage sur place, l'entreprise prévoira son propre moyen de levage. Dans ce cas sa mise en service sera coordonnée avec les autres engins de levage et respectera les dispositions réglementaires.

L'entreprise devra soumettre ses modalités d'intervention aux divers intervenants et au CSPS avant toute intervention.

3.11. PROTECTIONS DIVERSES

Les entrepreneurs sont responsables vis-à-vis du Maître d'Ouvrage des dégâts pouvant survenir, jusqu'à la réception, aux ouvrages qu'ils ont exécutés : **charge à chaque entrepreneur de prendre toutes mesures préalables pour éviter les dégâts prévisibles et de se prémunir d'une assurance.**

Cette responsabilité concerne également la protection du chantier contre les venues d'eau d'origines diverses par tous les moyens appropriés : ouvrages provisoires, pompes, etc.

De ce fait, au fur et à mesure de leur réalisation ou mise en place, **tous les ouvrages doivent recevoir toute protection adéquate sous la responsabilité de l'entrepreneur concerné.** Il est de la responsabilité de l'entreprise de mettre en place des protections efficaces et durables, et d'en assurer le maintien pendant toute la durée nécessaire, faute de quoi l'entrepreneur concerné devra effectuer toutes les reprises nécessaires à ses ouvrages pour livrer des ouvrages neufs et conformes à leurs destinations.

Les matériaux de protection (cartonnage...) seront enlevés en fin de chantier et évacués dans les bennes de tri des déchets de chantier par l'entrepreneur concerné.

Les films plastiques seront enlevés suivant prescriptions du fabricant et avant que les agents climatiques ne rendent leur élimination difficile.

3.12. BUREAUX ET BARAQUEMENTS DE CHANTIER

3.12.1. INSTALLATION COMMUNE

L'entreprise titulaire du lot **01 DEMOLITION/ GROS-ŒUVRE** doit l'équipement de l'installation de chantier. A titre d'information, les équipements seront notamment les suivants (le tout en nombre suffisant) :

- Tables et chaises en quantité suffisante pour les réunions de chantier.
- Réfrigérateur et micro-ondes pour les ouvriers.
- Poubelles.
- Maintenance des installations et approvisionnement des fournitures du matériel installé.

La mise en place des installations, leurs réparations et leurs entretiens sont à la charge de l'entreprise titulaire du lot **01 DEMOLITION / GROS-ŒUVRE**. Cette installation devra être opérationnelle dès le démarrage de la préparation de chantier et adaptée aux effectifs présents sur le site. Ces installations seront présentes pendant la durée du chantier.

Le maître d'ouvrage mettra à disposition des sanitaires. L'entrepreneur du lot **01 DEMOLITION / GROS-ŒUVRE** doit réaliser :

- Le nettoyage de la salle de réunions.
- Le nettoyage journalier des sanitaires.
- La fourniture des consommables des vestiaires sanitaires (savon, papier toilette, essuie-mains).
- D'une façon générale, l'entretien et le nettoyage journalier de l'ensemble des installations de la salle de réunion y compris les abords.

Il est précisé que les locaux faisant office de salle de réunion seront l'une des salles de l'Université.

3.13. CLOTURE PROVISOIRE DU CHANTIER

Néant. Il s'agit de réaménagement de locaux existants.

3.14. FERMETURES PROVISOIRES DU CHANTIER ET DU BATIMENT

L'entrepreneur titulaire du lot **01 DEMOLITION / GROS-ŒUVRE** devra toutes les fermetures provisoires du chantier et du bâtiment, et cela à la demande tant des entreprises que de la Maîtrise d'œuvre, du Maître d'Ouvrage, et cela pour :

- Sécuriser le chantier et le bâtiment dans l'attente des fermetures, portes et fenêtres définitives.
- Isoler des zones du chantier (pour besoin de chauffage, problème de vols ou dégradations, ...).

Si des fermetures provisoires sont nécessaires pour sécuriser des lieux « stratégiques » (stockage de matériel notamment), ces fermetures seront à la charge de l'entreprise qui en ferait la demande pour ses propres besoins. Il est rappelé toutefois sur ce point que l'entreprise devra se prémunir des risques de vols de matériels, en mettant en place sur le chantier des containers appropriés à leur propre besoin de stockage. Le bâtiment ne doit pas servir au stockage du matériel « sensible » et il ne sera pas accepté que des locaux soient monopolisés trop longtemps. Si des fermetures provisoires sont nécessaires en cours de chantier, et que ces dernières sont dues à un retard avéré d'une entreprise en particulier, ces travaux seront intégralement à la charge de l'entreprise fautive.

3.15. DISPOSITIFS COMMUNS DE SECURITE

D'une manière générale, les entrepreneurs fourniront et mettront en place tous les dispositifs de sécurité du chantier, à savoir : protection des ouvertures extérieures, des escaliers, des trémies, des gaines, des ouvertures, des acrotères, etc...

Les protections seront posées à l'avancement des travaux. Celles-ci seront posées avec une fixation latérale permettant aux autres corps d'état une intervention sans obligation de dépose. Le cas échéant, pose d'une échelle de chantier par escalier qui sera fixée solidement à poste pendant toute la durée des travaux jusqu'à la pose des escaliers définitifs.

Les entrepreneurs maintiendront ces installations sur le chantier tant qu'elles seront nécessaires, veilleront au maintien de la sécurité collective et en assureront le cas échéant la remise en place.

Toutes les protections collectives provisoires qui seront mises en œuvre par chaque lot devront être déposées une fois que les protections collectives définitives seront posées.

Les entrepreneurs sont tenus d'assurer la sécurité des personnes en visite sur le chantier. Elles devront fournir en quantité suffisante les casques de chantier, et prévoir toutes les protections nécessaires pour éviter tout accident sur ces personnes lors de leurs déplacements sur le chantier.

3.16. ORGANIGRAMME ET CONSERVATION DES CLES

3.16.1. CLES PROVISOIRES DE CHANTIER

La fermeture de chaque bâtiment est assurée dès que possible par des canons provisoires, dont la fourniture (compris clés), la pose, l'entretien, et la dépose incombe à l'entrepreneur titulaire du lot **01 DEMOLITION / GROS OEUVRE**.

La fermeture éventuelle de locaux intérieurs est décidée par le Maître d'œuvre. L'entreprise fournira une procédure de gestion des clés à valider par la Maîtrise d'œuvre.

3.16.2. CLES DEFINITIVES ET ORGANIGRAMME

La réalisation de l'organigramme des clés de la présente opération est à la charge du lot **03 MENUISERIES EXTERIEURES**, y compris sur les menuiseries en dehors de son lot. L'entrepreneur titulaire du lot **03 MENUISERIES EXTERIEURES** devra la mise en œuvre de l'organigramme, à définir avec le Maître d'Ouvrage en période de préparation de chantier.

Cet organigramme fera l'objet de réunions spécifiques avec l'utilisateur et avec le responsable technique de la marque de cylindre retenu. Ces réunions aboutiront à la mise en place d'un organigramme général des cylindres à mettre en œuvre sur l'ensemble des portes, cet organigramme fera clairement ressortir les types de portes concernées (ou zones spécifiques).

Le nombre de passes partiels (PP) et passes généraux (PG) ne sont pas limitatifs, seul l'utilisateur en définira le nombre en fonction de ses besoins. **Chaque cylindre sera livré avec 3 clés minimum.**

Lorsque les locaux ont reçu leurs serrures définitives, les clés restent sous la responsabilité de l'entrepreneur titulaire du présent lot. Elles doivent être conservées en bon état et en bon ordre, elles sont mises en trousseaux avec les étiquettes correspondantes par local équipé et remises au Maître d'ouvrage à la livraison du bâtiment.

Les clés déformées ou rouillées seront refusées. En cas de perte d'une clé, la serrure ou le verrou de sécurité correspondant est remplacée aux frais de l'entrepreneur titulaire du lot **03 MENUISERIES EXTERIEURES**.

3.17. BRUITS DE CHANTIER

Afin de ne pas gêner les riverains au projet, les entrepreneurs emploieront autant que faire se peut des méthodes de travail silencieuses. Dans tous les cas et avant chaque intervention pouvant entraîner des nuisances sonores importantes, l'entreprise concernée soumettra à la maîtrise d'œuvre son programme de travaux et les moyens envisagés pour les réaliser.

Les matériels de chantiers concernant le niveau acoustique doivent être homologués et conformes à la réglementation en vigueur. Les certificats d'homologation et de conformité pourront être demandés par la Maîtrise d'Œuvre ou par la Maîtrise d'Ouvrage.

3.18. CHAUFFAGE PROVISOIRE DE CHANTIER

En fonction du calendrier d'exécution des travaux et des interventions des corps d'états secondaires, la mise en place d'appareils électriques ou système soufflant adaptés au volume à chauffer sera à la charge du titulaire du lot **06 ELECTRICITE CFO/CFA**. Le préchauffage a pour finalité de maintenir, en tant que de besoin et en fonction des impératifs des travaux dans les bâtiments, la température minimale de 12°C requise pour la réalisation des travaux de certains lots.

L'entrepreneur du lot **07 ELECTRICITE CFO/CFA** assurera à ses frais la fourniture et l'installation de ce préchauffage, soit par la mise en place d'installation provisoire, soit par la mise en route de

l'installation définitive. Les consommations d'énergie électrique sont à la charge du maître d'ouvrage. L'entretien et la maintenance sont à la charge du lot **06 ELECTRICITE CFO/CFA**. Toutefois, si ces installations ont été rendues nécessaires suite à la défaillance d'une ou plusieurs entreprises, ces frais seraient directement imputés aux entreprises défaillantes.

La mise en route et l'arrêt du chauffage seront décidés en concertation avec la Maîtrise d'œuvre. Au besoin et sur demande de la Maîtrise d'œuvre, des systèmes de déshumidification d'air seront mis en place dans les mêmes conditions que le préchauffage.

Le préchauffage du bâtiment pourra être réalisé à partir des installations définitives si celles-ci sont terminées. Dans ce cas, le titulaire du lot **06 ELECTRICITE CFO/CFA** devra fournir un contrat d'entretien, un contrat d'assurance et devra assurer l'entretien jusqu'à la réception tous corps d'état. Le compte prorata prendra en charge l'ensemble des frais de la mission et des consommations d'énergie jusqu'à la réception des travaux par le Maître d'Ouvrage.

L'arrêt du préchauffage sera programmé à la réception ou par décision du Maître d'œuvre.

3.19. APPROVISIONNEMENT ET STOCKAGE DES MATERIAUX

Sauf prescriptions particulières aux CCTP, les entrepreneurs doivent la fourniture, le transport à pied d'œuvre, la manutention, la mise en œuvre et les réglages de la totalité des ouvrages dans les conditions définies dans les pièces constitutives du marché (voir CCAP).

Le stockage sur le chantier est autorisé dans la limite des emplacements disponibles et en accord avec le Maître d'œuvre, en les informant des volumes et des durées de stockage.

En cas de gêne à la réalisation des ouvrages, le stockage des matériaux doit être évacué par l'entrepreneur concerné sur simple injonction du Maître d'œuvre.

En cas de non-respect de cette injonction, le Maître d'Ouvrage pourra quinze jours suivant la mise en demeure, procéder à l'enlèvement des matériaux entreposés dans les locaux, sans poursuite, réclamation ou contestation de la part de l'entrepreneur et à ses frais exclusifs. Aucune indemnité ne sera allouée à l'entreprise pour les déménagements.

Tous les ouvrages doivent être stockés dans des conditions n'affectant pas leur tenue ultérieure, la réalisation de leur finition ou altérant leurs propriétés mécaniques ou esthétiques.

3.20. NETTOYAGE EN COURS ET EN FIN DE CHANTIER

Chaque corps d'état doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux.

En particulier, chaque entrepreneur devra livrer les ouvrages exécutés au corps d'état qui lui succède dans un état de propreté suffisant pour éviter toutes sujétions de nettoyage à celui-ci. Chaque entrepreneur se charge quotidiennement de l'évacuation de ses propres gravats et déchets jusqu'aux lieux de stockage déterminés par l'entreprise responsable de la gestion des déchets, en accord avec le Maître d'œuvre. Les déchets peuvent aussi être ramenés vers le siège de l'entrepreneur si celui-ci a une gestion interne des déchets. Chaque entrepreneur doit procéder au nettoyage, à la réparation et à la remise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées. Dans le cas d'interventions multiples dans une zone, le Maître d'œuvre définira des responsabilités par zone aux divers entrepreneurs.

Nettoyage complémentaire pour la bonne tenue du chantier : le choix de l'entreprise réalisant ce nettoyage ainsi que la périodicité de ce nettoyage de chantier seront sous l'autorité de la Maîtrise d'œuvre en fonction de l'état de ce dernier, du comportement de chacun et des entreprises présentes sur le chantier.

Dans le cas où un ou plusieurs entrepreneurs ne satisferaient pas à leurs obligations de nettoyage, le Maître d'œuvre fera intervenir une entreprise spécialisée aux frais du ou des entrepreneurs

responsables, ou bien aux frais de l'ensemble des entreprises présentent sur le site s'il est impossible de déterminer les responsabilités. Cette intervention pourra être commandée sous 48 heures après demande de nettoyage aux entreprises restée sans effet.

Le nettoyage de mise en service est à charge du Maître d'ouvrage.

3.21. GESTION ET TRI DES DECHETS

Vu la configuration du projet, il n'est pas prévu de bennes collectives. Chacun est responsable de ses déchets et les évacuera par ses propres moyens vers les centres de tri les plus proches.

4. COORDINATION ENTRE LES CORPS D'ETAT

Les entrepreneurs devront en amont, étudier en détail et avec précision, les interférences entre les divers lots et leur propre lot pour chaque ouvrage ou élément d'ouvrage qui le nécessite. Chaque entreprise devra prendre connaissance de l'étendue des travaux de l'ensemble des lots.

4.1. RECEPTION DES SUPPORTS ET TRAVAUX PREPARATOIRES

Avant tout commencement d'exécution, l'entreprise réceptionnera les supports de ses ouvrages et vérifiera que les surfaces des supports présentent en tout point une planéité, un état de surface ainsi que des pentes conformes aux normes et aux exigences du projet.

L'entreprise prendra connaissance des caractéristiques des supports afin de s'assurer que son intervention ou ses ouvrages ne viennent pas altérer les qualités des supports ou que les supports n'altèrent pas les qualités de ses ouvrages.

Le seul fait de commencer les travaux indique l'acceptation par l'entrepreneur des éléments de support et que toutes les sujétions sur ces travaux en découlant seraient à sa seule charge. En cas de non-conformité, l'entreprise formulera toutes ses observations et en informera le Maître d'œuvre et les entreprises concernées.

Une fois la réception des supports effectuée, l'entreprise devra la réalisation de tous les travaux préparatoires nécessaires à la réalisation de ses ouvrages comme définie dans les textes de références cités ci-avant et les recommandations du fabricant ainsi que toutes autres sujétions que l'entreprise juge nécessaire à la bonne exécution de ses ouvrages.

4.2. RESERVATION, TREMIES, FEUILLURES, DEFONCES, PERCEMENTS

4.2.1. DANS LES OUVRAGES EN BETON ET EN MAÇONNERIE

L'entrepreneur titulaire du lot **01 DEMOLITION / GROS-ŒUVRE** est tenu d'exécuter dans ses ouvrages toutes les réservations, feuillures, trémies, défoncés... nécessités tant par les travaux de son activité que par ceux des autres corps d'état.

A cet effet, les entrepreneurs des différents corps d'état devront remettre en temps utile, suivant planning études/travaux défini en phase préparation de chantier, leurs plans de trémies, passages, niches, feuillures. Les demandes de réservations se limiteront aux passages ayant une dimension supérieure à 100cm² (soit une section de 10cm x 10cm ou un diamètre de 10cm). Les percements inférieurs à ces dimensions s'effectueront par carottage à charge de l'entreprise concernée.

Ces plans comporteront obligatoirement : les dimensions des réservations en côtes brutes, et les implantations de ces réservations par rapport à des nus d'ouvrages ou à des axes de référence. Ces plans seront remis à la personne chargée des plans d'exécution qui reportera les indications qui y sont contenues sur ses propres plans.

Les plans de réservations, une fois établis, devront être vérifiés et validés par chaque entreprise concernée. Le titulaire du lot **01 DEMOLITION / GROS-ŒUVRE** s'assurera de cette validation avant exécution. Toute entreprise ne respectant pas ce processus ne pourra porter réclamation sur une réservation défectueuse et en assurera, à elle seule, la réparation.

Chaque entreprise aura l'obligation de vérifier la bonne implantation de ses propres réservations et, le cas échéant, de signifier par écrit à l'entreprise titulaire du lot **01 DEMOLITION / GROS-ŒUVRE**, toute erreur d'implantation ou oubli.

Dans ce cas, l'entreprise titulaire du lot **01 DEMOLITION / GROS-ŒUVRE** aura l'obligation de reprendre, à sa charge, la réservation concernée. Il sera exigé des entreprises qu'une réception des réservations en présence du titulaire du lot **01 DEMOLITION / GROS-ŒUVRE** soit faite sur site et qu'elle soit consignée dans un PV de réception.

Toute réservation oubliée par une entreprise (ou modifiée tardivement) sera réalisée par le titulaire du lot **01 DEMOLITION / GROS-ŒUVRE** à la charge de l'entreprise défaillante. En aucun cas, l'entreprise défaillante n'aura l'autorisation de procéder elle-même à la réalisation de sa réservation dans les ouvrages de structure. Dans ce cas, l'entreprise titulaire du lot **01 DEMOLITION / GROS-ŒUVRE** indiquera préalablement à l'entreprise défaillante le coût de son intervention. En cas de litige, la Maîtrise d'œuvre arbitrera et statuera en présence des deux parties. En cas de refus de règlement de la somme due à l'entrepreneur titulaire du lot **01 DEMOLITION/ GROS-ŒUVRE** par l'entreprise défaillante, la Maîtrise d'œuvre aura autorité pour déduire cette somme sur le compte de l'entreprise défaillante pour le provisionner sur le compte de l'entreprise titulaire du lot **01 DEMOLITION/ GROS-ŒUVRE**.

4.2.2. DANS LES CLOISONS SECHES

Chaque entrepreneur réalise ses propres percements.

Au cas où des dégradations seraient constatées, les reprises seront effectuées par l'entreprise du lot **02 CLOISONS / DOUBLAGES / FAUX PLAFONDS** à la charge du corps d'état intéressé.

Le titulaire du lot **02 CLOISONS / DOUBLAGES / FAUX PLAFONDS** devra la fourniture, le positionnement et la mise en œuvre de tous les renforts dans les cloisons plaques de plâtre sur ossature nécessaires à la fixation ultérieure des ouvrages des autres lots (radiateurs, patères, tableaux, appareils sanitaires...). Positionnement de ces renforts suivant indication des corps d'état concernés.

4.2.3. SCELLEMENTS, REBOUCHAGES, CALFEUTREMENTS

Chaque entrepreneur doit assurer la mise en place de ses ouvrages, leur réglage et leur calage.

Dans les ouvrages en béton et maçonneries, tout scellement, rebouchage ou calfeutrement au mortier sera assuré par l'entreprise du lot **01 DEMOLITION / GROS-ŒUVRE** (calfeutrement au mortier et les raccords nécessaires...), suivant tracé de l'entrepreneur concerné.

Dans les cloisons, les scellements, rebouchages et calfeutrement seront effectués avec des matériaux de même nature que la cloison par :

- L'entreprise du lot **02 CLOISONS / DOUBLAGES / FAUX PLAFONDS** dans le cas où les traversées ont été effectuées avant début de pose des cloisons
- L'entreprise intéressée dans le cas où les traversées ont été effectuées après pose des cloisons.

Les raccords de scellement au droit des ouvrages en plâtre qui ne seraient pas correctement exécutés seront repris par l'entreprise du lot **02 CLOISONS / DOUBLAGES / FAUX PLAFONDS** à la charge du corps d'état intéressé.

Dans tous les cas de figure, les rebouchages et calfeutrement devront restituer :

- Les degrés coupe-feu et exigences de classement feu des ouvrages.
- Les exigences d'isolation acoustique défini pour les ouvrages.
- Les exigences de tenue et de résistance mécanique des ouvrages.

4.2.4. FOURREAUX

Dans tous les éléments de structure ou de cloisons, chaque entrepreneur doit la mise en place de fourreaux pour assurer le passage de ses canalisations. Le scellement de ces fourreaux sera assuré comme indiqué précédemment.

L'entrepreneur devra araser ses fourreaux à 25mm des nus finis des ouvrages traversés et le calfeutrement entre fourreaux et canalisations sera assuré par produits du type GAINOJAC pour en assurer l'étanchéité. Ce produit devra être compatible avec les exigences de stabilité dans le temps, d'efficacité acoustique et de comportement au feu.

4.2.5. INCORPORATION D'ELEMENTS DANS LES STRUCTURES EN BETON

La fourniture et la mise en place d'éléments divers tels : gaines, fourreaux, tubes, rails d'ancrage, douille, ancrages divers... avant coulage sont à la charge de chaque entrepreneur ainsi que la surveillance de leur bonne tenue au cours des opérations de coulage et de décoffrage.

L'entreprise du lot **01 DEMOLITION / GROS-ŒUVRE** devant apporter tous ses soins à la bonne conservation de ces éléments pendant toute la durée de ces travaux.

4.3. GESTION DU COMPTE PRORATA

Néant. Chaque entreprise sera responsable de l'évacuation de ses propres déchets.

4.4. DEPENSES D'INTERET COMMUN

Les dépenses d'intérêt commun sont réputées incluses dans l'offre de l'entreprise titulaire du lot **01 DEMOLITION / GROS-ŒUVRE**. Liste non exhaustive :

1. L'entretien des sanitaires et douches pour l'ensemble des Corps d'État y compris fourniture des consommables (savon, papier toilette, essuie-mains).
2. L'entretien et le nettoyage journalier des installations complètes du cantonnement T.C.E. y compris les abords.
3. L'entretien et le nettoyage des accès, des abords et des emprises de chantier.
4. L'entretien et la remise en état des dispositifs communs de sécurité pendant toute la durée des travaux à l'exception des sécurités dues par chaque entreprise.
5. Les différents frais de nettoyage, dans les limites définies dans le présent document.

4.5. DECLARATION D'INTENTION DE TRAVAUX

Conformément à la circulaire du 30 Octobre 1979 (J.O. du 4 novembre 1979) « *Etablissement d'un formulaire type pour les déclarations d'intention d'ouverture d'un chantier pouvant affecter les installations appartenant à des services publics* », les entrepreneurs sont tenus avant tous travaux d'adresser leur déclaration d'intention de commencement de travaux aux diverses administrations ou établissements suivant le modèle mis au point par l'administration.